

## MARS 2013

Pages 2-11

### ACTUALITÉS DU MONDE

#### Europe

Italie : élections législatives et sénatoriales

#### Amérique latine

Voyage de Laurent Fabius : nouvelle relation ou continuité ?

#### Asie

Birmanie :

1<sup>er</sup> congrès de la LND

#### Afrique

Djibouti : mortelles élections et résistance

#### Monde arabe

Palestine : Bab Al-Shams

Hommage à Stéphane Hessel

Obama au Proche-Orient

Sahara occidental :

entre occupation et résistances

#### Le billet de Gérard Streiff

Pieds nickelés

Pages 12-13

### POUR UNE AUTRE EUROPE

Congrès en Norvège

Rejet du budget européen

Chypre dit non !

Pages 14-15

### FOCUS

Afghanistan :

du chaos à l'espoir

Pages 16

### ACTIVITÉ DES

### RELATIONS INTERNATIONALES

Pages 17-20

### REGARD sur

La conférence d'Oslo

pour le désarmement nucléaire

## SOLIDAIRES EN ACTE

La tenue du Forum social mondial en Tunisie est un événement majeur – pour le peuple tunisien qui nous accueille et pour le monde entier.

Il y a deux ans et deux mois, les Tunisiennes et les Tunisiens – sans l'aide de quiconque, bien au contraire – parvenaient à chasser Ben Ali et mettaient un terme aux 23 années de son pouvoir dictatorial. Celui qui fit sa fortune personnelle sur le dos de son peuple était à la tête d'un système général de corruption doublé de népotisme de la famille Ben Ali – oui, une mafia au pouvoir avec Ben Ali pour parrain.

À la grande satisfaction du FMI et des transnationales, lui et ses sbires ont affamé le peuple et pensaient que cela durerait toujours tant que les violations des droits de l'Homme se perpétueraient dans l'indifférence des dirigeants des plus grandes puissances mondiales, à commencer par la France. Ainsi protégé, Ben Ali ne concevait pas qu'il puisse tomber un jour.

Le peuple tunisien a fait l'histoire. Une part du vieux monde s'est écroulé sous la pression de femmes et d'hommes courageux, unis, déterminés. Alors si un monde neuf, un monde d'émancipation, peut se faire entendre, c'est bien ici où, tous les jours, la révolution populaire, citoyenne et démocratique demeure un combat quotidien. D'aucuns rêvent de remplacer la vieille autocratie par un autre autoritarisme, et travaillent ardemment à détourner le mouvement révolutionnaire de son chemin. L'assassinat de notre ami et grand progressiste Chokri Belaïd se voulait un avertissement, un avertissement au peuple, au mouvement social et aux forces démocratiques et de progrès. La réponse populaire a été nette et digne.

Le gouvernement de la France a changé au printemps 2012, la politique internationale de la France doit aussi changer. Il est grand temps. Toute l'aide européenne et l'aide française au travers de l'Union pour la méditerranée qui ont été conçues en soutien à l'ancien régime doivent être entièrement repensées et rapidement réorganisées. Des engagements ont été pris, mais qu'en est-il réellement ? Ces aides doivent être motivées par les urgences et les besoins sociaux, les défis d'un développement du pays au service de son peuple et non d'une clique ou d'une autre.

Aujourd'hui Ben Ali vit en exil à Djedda, en Arabie saoudite qui refuse son extradition. Il vit au calme, dans le plus grand des confort, dans une maison de luxe réservée aux hôtes de marque du pouvoir saoudien ; son épouse, Leïla, fait régulièrement son shopping et des voyages « d'affaires » au Qatar ou au Koweït et ce, malgré le mandat d'arrêt d'Interpol à son nom... cela en dit long. Le Qatar est précisément le plus gros investisseur étranger en Tunisie, mais à quelles fins ?

Nous qui sommes venus au rendez-vous du FSM, voulons dire et montrer au peuple de Tunisie que son combat pour la dignité et la justice sociale, pour la démocratie et l'égalité des droits peut compter sur notre pleine et active solidarité. En se libérant, les Tunisiennes et les Tunisiens ont aussi brisé quelques uns des maillons de nos propres chaînes. Le combat continue, ensemble. Un autre monde est possible, il est déjà en marche.

**Lydia Samarbakshsh**

responsable du département *International* du PCF



calendrier

- **Forum social mondial de Tunis** 26-30 mars 2013  
délégations du PCF, PGE, de la GUE, de Transform ! et du MJCF
- **Soirée Colombie au PCF** le 9 avril  
en présence de Geneviève Garrigos présidente d'Amnesty International France
- **Meeting européen contre l'austérité** à Marseille le 10 avril

la LRI est également diffusée par Infohebdô et le Tract de la semaine

pour recevoir cette lettre (format électronique uniquement) contact : Claire Chastain - cchastain@pcf.fr

## Italie

### élections législatives et sénatoriales des 24-25 février 2013

Les élections ont approfondi la crise de représentation du système politique qui a structuré la vie politique italienne depuis 20 ans. La bipolarisation politique autour de deux grandes coalitions de centre-droit et de centre gauche a été affectée à la fois par le recul sensible des partis qui en constituaient les axes majeurs à droite comme à gauche et l'irruption, à un niveau inédit, du Mouvement Cinq étoiles (M5S) de Beppe Grillo, comme principale force exprimant la rupture avec un système en bout de course.



#### Les résultats

**La coalition de centre gauche obtient avec 29,54% (37,55% en 2008) une majorité relative au Parlement.** Le PD de Luigi Bersani, avec 25,54% (33,18%) perd le quart de ses voix. SEL (Gauche Écologie et Liberté), obtient 3,2% et 44 sièges du fait de son accord de coalition avec le PD<sup>1</sup>. Le PD a pâti de son soutien aux mesures antipopulaires du gouvernement Monti (retraites, précarité du travail, pack budgétaire européen), de sa disponibilité à poursuivre cette alliance avec le centre-droit après le vote ; d'où son incapacité à incarner un changement réel d'orientation, et à répondre, du moins pour ce qui concerne les choix économiques et sociaux, à la demande de changement issue des urnes.

**La coalition de droite : le PDL de Silvio Berlusconi, allié à la Ligue du Nord** (mais sans les centristes de l'UDC et de Futur et Liberté qui ont rallié Monti), obtient **29,18% (46,8% en 2008)**. Le PDL (21,6%) et la Ligue (4,2%) perdent près de la moitié de leurs voix. Paradoxalement, la droite berlusco-

### RÉSULTATS CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Partis	%	sièges
<b>Coalition de centre gauche</b>	<b>29,59%</b>	<b>340</b>
Parti démocrate	25,4%	292
Gauche Écologie et Liberté	3,2%	37
Parti Populaire du Sud Tyrol	0,4%	5
Parti socialiste	0,1%	---
<b>Coalition de droite</b>	<b>29,18%</b>	<b>124</b>
Parti du Peuple pour la Liberté	21,6%	97
Ligue du Nord	4,1%	18
Frères d'Italie	2,0%	9
<b>Mouvement Cinq Étoiles</b>	<b>25,55%</b>	<b>108</b>
<b>Coalition Monti</b>	<b>10,5%</b>	<b>45</b>
Liste Monti (choix civique)	8,3%	37
UDC	1,8%	8
Futur et Liberté	0,5%	---
<b>Rivoluzione Civile</b> (Antonio Ingroia - PRC - PDCI Italie des Valeurs Verts)	2,25%	---

Au Sénat, le centre gauche obtient 31,63% et 117 sièges dont 109 pour le PD et 7 pour SEL ; le Centre droit obtient 30,63% et 98 pour le PDL ; le M5S obtient 23,79% et 54 sièges ; la liste « Monti pour l'Italie », 9,13% et 18 sièges. Pour avoir des élus, chaque liste devait franchir un seul d'éligibilité de 4% à la Chambre des députés (sauf si elle se présentait en coalition) et de 8% au Sénat. Abstention : 25% (30% en 2008).

nienne, donnée largement battue il y a un an, a su souder le noyau dur de son électorat, en se démarquant, avec une démagogie outrancière, d'une partie du bilan du gouvernement Monti. La droite – fortement représentée au Sénat – a ainsi, une nouvelle fois, la possibilité de peser sur la situation politique en particulier pour contourner les décisions judiciaires en cours qui visent Berlusconi.

**Mario Monti est, avec 10,5% des voix** (en coalition avec l'UDC de Ferdinando Casini et FL de Gianfranco Fini) **le principal battu du scrutin.** Monti avait été installé à la tête du gouvernement en novembre 2011 pour mettre en œuvre – sans passer par le suffrage populaire – les politiques d'austérité et les réformes structurelles décidées par la gouvernance néolibérale européenne, qui ont fait exploser chômage, précarité et exclusion sociale. Cette politique a été largement sanctionnée par le vote des Italiens, rendant de ce fait plus difficile la constitution autour de Monti d'un axe libéral, répondant aux exigences des pouvoirs forts européens.<sup>2</sup>

**La percée du M5S de Beppe Grillo reste l'élément le plus significatif du scrutin.** Avec 25,55% (premier parti à la chambre des députés), le vote pour le M5S est d'abord l'expression du désarroi, de la colère, des aspirations contradictoires, de larges secteurs de l'opinion, notamment parmi les jeunes précaires et les couches sociales les plus fragilisées par la crise, contre les conséquences des politiques d'austérité, mises en œuvre par les gouvernements successifs. Ce vote exprime aussi le rejet d'une classe politique au pouvoir délégitimée par son immobilisme face aux réformes institutionnelles non mises en œuvre (conflit d'intérêt, corruption, clientélisme) qui ont marqué 20 ans de « berlusconisme ». C'est pourquoi le vote pour le M5S a servi également de réceptacle aux aspirations des électeurs de la gauche antilibérale, qui faute de pouvoir se reconnaître dans des projets de rupture progressiste, réellement transformateurs, ont choisi le vote M5S comme exutoire à leur révolte.

Dans ce contexte, **Rivoluzione Civile** (la liste constituée autour de Pietro Ingrao : Rifondazione comunista, PDCI, Italie des valeurs et Verts, **subit un lourd échec.** Obtenant 2,2%, c'est la deuxième fois consécutivement que la gauche antilibérale n'est pas représentée au Parlement. Pour le PRC c'est avant tout la difficulté structurelle pour Rivoluzione Civile d'être perçue comme le point d'ancrage d'une alternative antilibérale à gauche, qui est la cause principale de l'échec. La gauche antilibérale est restée divisée, fragmentée, incapable d'incarner « *le référent politique d'une demande de changement et de protestation pour des millions d'électeurs* » (document approuvé par le CPN des 10 et 12 mars); difficultés à faire grandir le « *conflit de classe* »<sup>3</sup>, alors que partout ailleurs en Europe on a vu se développer d'amples luttes sociales contre les politiques néolibérales, avec de premières avancées pour la gauche de transformation sociale. Difficultés à créer les conditions de relance d'un processus unitaire de la gauche d'alternative, dans lequel les communistes jouent pleinement leur rôle. Telles sont quelques-unes des questions posées tant par le PRC que par le PDCI, et auxquelles la gauche transformatrice européenne doit prêter une attention solidaire.

José Cordon, Europe

1. SEL est issu d'une scission du PRC. En 2008, la liste L'arc-en ciel (PRC-PDCI) avait obtenu 3,1% et n'était pas allié au centre gauche.
2. Durao Barroso a déclaré que la défaite de Monti « ne signifiait pas que sa politique ou celle de l'UE étaient erronées ».
3. Le PRC, tout comme le PDCI, mettent en cause l'orientation des syndicats, et plus particulièrement de la CGIL, qui ne se sont pas opposés à la politique du gouvernement Monti, et ont décidé pour certains de soutenir le Parti démocrate comme option de changement possible.

## Amérique latine voyage de Laurent Fabius : nouvelle relation ou continuité ?



Fin février, le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius a fait son premier voyage en Amérique latine. Le choix des pays visités contraste avec ses déclarations qui ont précédé ce déplacement. Il a visité la Colombie, le Pérou et le Panama, des pays gouvernés par la droite libérale alliée de Washington et qui jouent un rôle de contre-poids aux gouvernements progressistes dans la région.

Est ce un choix politique délibéré ? Il est difficile de croire que la France ait aussi décidé de faire « contre-poids » aux États-Unis en se rapprochant de ces gouvernements ! En tous cas, commencer par une visite aux gouvernements marqués à gauche aurait été un autre choix, très politique, qui aurait donné un sens aux déclarations du ministre.

Il y a une différence claire entre la politique annoncée par Laurent Fabius et celle de Nicolas Sarkozy. L'ancien président avait délaissé le continent latino-américain en donnant la priorité aux pays les plus intéressants du point de vue commercial et économique : le Brésil et le Mexique, avec lesquels il a voulu développer une relation stratégique. Laurent Fabius parle d'une relation de partenaires avec l'ensemble du continent. Il parle de respect et de relation d'égal à égal, ce qui montre qu'il entend la demande des gouvernements progressistes. Encore mieux : il dit publiquement, à l'encontre du discours médiatique, sa reconnaissance de la légitimité du gouvernement de Hugo Chavez, et à propos de Cuba il se veut « objectif et honnête », en affirmant qu'il y existe « une évolution incontestable, même si des progrès sont encore à faire ».

Laurent Fabius propose une relation de coopération dans les domaines où effectivement elle est attendue : dialogue politique, développement durable, échanges commerciaux et coopération universitaire et scientifique. Mais s'agit-il d'une même vision, partagée, commune ?

Le choix de visiter trois pays connus par leur politique réactionnaire dans tous les domaines est inquiétant. Certes, la Colombie est en plein processus de dialogue de paix avec les guérillas des FARC, mais l'objet de la visite a eu beaucoup à voir avec la coopération militaire, avec un gouvernement qui n'est pas tout à fait prêt à adopter une paix juste et démocratique... Le gouvernement de Juan Manuel Santos n'a jamais

accepté les propositions d'un cessez-le-feu avancées par les FARC et continue de lancer des offensives sur le terrain. Encore pire, les assassinats et menaces contre les démocrates continuent et les pressions de l'extrême droite augmentent.

Le dialogue politique proposé correspondra-t-il aux attentes des pays de la région ? Rien de plus incertain. Laurent Fabius parle de droit international, de justice et de solidarité alors qu'une fois de plus la France participe à l'affaiblissement du multilatéralisme et à l'instrumentalisation de l'ONU avec son comportement vis-à-vis de la Syrie et avec son intervention militaire au Mali.

Il déclare que la France et l'Amérique latine doivent être à l'avant-garde d'un travail en commun en faveur de mécanismes de régulation et de gouvernance qui permettent de répondre aux défis d'aujourd'hui. Mais de quelle gouvernance parle-t-on ? Celle que François Hollande accepte et contribue à mettre en place dans l'Union européenne ?

La France est déjà le premier investisseur européen en flux dans la région et les grandes entreprises du CAC 40 ont pris pied dans le continent. En pleine crise, Laurent Fabius s'est lancé dans un voyage de plus, comme à l'époque de Nicolas Sarkozy, à la recherche de nouveaux clients pour des entreprises en manque d'un marché intérieur sain en France. L'Amérique latine apparaît, en contraste, comme un marché en pleine croissance grâce à la mise en place des politiques en faveur de l'emploi, de hausse des revenus et de bien-être social... La France propose une nouvelle relation tout en continuant la politique définie par la stratégie de Lisbonne en direction des pays en développement : recherche de marchés solvables (à défaut de les créer en Europe), recherche de sources de matières premières et d'énergie, recherche de main-d'œuvre bon marché.

La Colombie et le Pérou ont signé des accords de libre échange avec l'UE qui ouvrent les possibilités énoncées plus haut. Ces traités favoriseront la pénétration des capitaux européens dans l'exploitation des ressources minières et la mise en concurrence des produits agro-industriels français et européens avec des petits producteurs déjà menacés par les politiques des gouvernements en place.

L'Amérique latine attend beaucoup de la France et l'élection d'un nouveau gouvernement a éveillé des espoirs. La France ne doit pas décevoir encore ces attentes. De grandes potentialités existent pour une véritable coopération en faveur d'un nouvel ordre mondial, juste, démocratique et respectueux de l'environnement.



## Birmanie

### premier congrès de la Ligue nationale pour la démocratie 8-10 mars 2013

En 1988, la Birmanie était secouée par de très amples manifestations rassemblant étudiants, moines, citoyens ordinaires, avec l'exigence de changements politiques et démocratiques. Ces manifestations furent réprimées, par la junte militaire au pouvoir, d'une manière particulièrement violente. C'est alors que se constitue (septembre 1988), sur la base de ces mouvements et porteurs des espoirs qu'ils exprimaient, la Ligue nationale pour la démocratie – LND – dont Aung San Suu Kyi, qui reçut le Prix Nobel de la Paix en 1991, est la figure la plus emblématique.

Deux années après, en 1990, les élections nationales sont remportées très majoritairement par la LND. La junte militaire refuse de reconnaître cette victoire et se lance dans une politique massive de répression, emprisonnant de nombreux dirigeants et militants de la Ligue pour de longues années. Aung San Suu Kyi fut maintenue en résidence surveillée et la LND réduite au silence et dans l'impossibilité de mener la moindre activité politique publique.

En 2011, la junte militaire s'est auto dissoute. Les motivations en furent certainement complexes : le sentiment d'une impasse politique et institutionnelle, la nécessité acceptée d'un développement économique nécessaire, la préservation des prébendes acquises, la pression de la communauté internationale, une participation plus efficace à l'ASEAN ressentie comme incontournable pour assurer les coopérations régionales indispensables au développement économique. Thein Sein, ancien militaire lui-même, devient président, et nomme un gouvernement « civil » dont la grande majorité des membres sont d'anciens militaires. Le nouveau président libère nombre de prisonniers politiques, lance des réformes, certes timides et incomplètes, mais qui permettent à la LND de présenter des candidats aux législatives partielles de 2012, où elle remporte 43 des 44 sièges en lice, soutenue par des mouvements hérités des révoltes de 1988 et 2007. Aung San Suu Kyi, après quelque 15 années en résidence surveillée, est élue députée, ce qui donne enfin à la LND une tribune officielle pour faire entendre sa voix et avancer ses propositions.

La LND est aujourd'hui le plus important parti d'opposition et elle tient son premier Congrès. L'enjeu est



d'importance : structurer le parti, rajeunir ses cadres, définir une stratégie et un programme en vue des élections générales de 2015.

Les 850 délégués, venus de 260 villes et villages, ont débattu, pendant 3 jours, à Rangoon. Élire sa direction, (120 membres du Comité central et 15 membres du Comité exécutif) s'avéra une tâche d'autant plus délicate et difficile qu'une grande partie des candidats étaient des militants de la première heure, maintenant forcément âgés (60-80 ans), souvent emprisonnés pendant 15 à 20 ans et, pourtant, il fallait que de plus jeunes cadres se trouvent promus aux responsabilités.

Différentes remarques de Aung San Suu Kyi laissent à penser que des conflits réels traversent ce premier congrès. Elle le reconnaît elle-même : « *Nous devons admettre qu'il y a eu des conflits* » de pouvoir ces derniers mois, ou encore : « *L'esprit de fraternité est très important* », car : « *Il est très important que nous soyons unis en ce moment* » et elle a lancé un appel à l'unité : « *Je voudrais vous demander de ne pas laisser des sentiments personnels mettre en danger l'avenir du pays* », avenir qui doit être de « *mieux servir la population* ». Ou encore : « *Il convient aussi de choisir ceux qui sont le mieux à même de représenter la LND pour répondre aux besoins de la population* ». Pour elle, le choix des nouveaux dirigeants doit respecter trois principes essentiels. Le premier concerne les liens que les candidats avaient précédemment avec le parti : « *Il est impossible de laisser derrière nous les camarades anciens expérimentés* ». Le deuxième principe est que les membres doivent avoir une capacité suffisante et le troisième est que plus de nouveaux membres, plus de membres des différentes ethnies, plus de femmes aussi doivent être choisis.

Quant au chef de file qu'il convient de choisir, son profil doit, à ses yeux, répondre à plusieurs critères : « *Nous devons élire un dirigeant qui soit en accord avec cette ère, en accord avec ce pays et avec le parti. Seul ce type de leader pourra travailler pour la LND* ». Bien sûr, Aung San Suu Kyi est celle qui présentait la meilleure approximation du profil qu'elle avait tracé et elle fut, à l'unanimité des 120 membres du Comité central, élue présidente de la LND.

Remerciant les anciens et les nouveaux membres, elle a tenu à souligner qu'« *un parti peut être énergique s'il est revigoré avec du sang nouveau tout le temps* » ; le Comité exécutif élu compte, sur ses 15 membres, 8 nouveaux, les 7 autres sont des vétérans de la LND.

La politique du parti, quant à elle, doit changer au regard du paysage politique national : « *Le parti doit travailler dans le nouveau paysage politique variable. Dans le passé notre approche était celle d'un parti d'opposition. Mais maintenant le parti doit avoir une approche construc-*

## Birmanie : premier congrès de la LND

tive » a précisé Aung San Suu Kyi. Car, reconnaît-elle plus loin : « Ce parti a parfois pratiqué un système centralisé en matière de décision ces quelques dernières années [...] nous avons été critiqué pour cela par nos propres membres et au dehors du parti. Je reconnais que la situation est vraie ». Dans la même ligne, le porte parole de la LND Nyan Win rappelle qu'un des objectifs du Congrès est certes de renforcer la Ligue, mais aussi de « transformer notre parti en un parti démocratique » et, de l'avis de délégués, les élections pour la direction se sont effectivement déroulées démocratiquement. Et même si le congrès n'a pas complètement répondu à l'appel de totalement rajeunir cette direction, c'est un début assurément. Il reste maintenant au parti à approfondir sa stratégie en lançant une grande réflexion sur différents grands problèmes qui se posent au pays, que sont, entre autres, la santé, l'éducation, le développement et la corruption, pour élaborer le programme qu'il défendra en 2015.

La LND, dans cette perspective de préparation de la prochaine échéance électorale et encore plus dans l'exercice des responsabilités nationales futures, aura à s'appuyer, et à compter, sur ces citoyens et ces associations qui ont mené, souvent au péril de leur vie, les manifestations de ces dernières années.

Le journal *Democratic Voice of Burma*, soulignant que la LND est donnée grande favorite pour les élections de 2015, précise : « Beaucoup voient les élections comme le tournant de la Birmanie après des décades de dictature militaire ». Après quelque 20 ans de quasi clandestinité, l'exercice du pouvoir ne sera sans doute pas sans embûches.

Christiane Marcie  
Asie

Sources : *Democratic Voice of Burma*, *Mizzima*, *Networkmyanmar*, *the Irrawaddy*, *myanmartimes*

## le billet de Gérard Streiff

### pieds nickelés

C'est une histoire bulgare, incroyable mais vraie, comme dit la formule.

Cet hiver, dans le village de Koilovtzi, au nord du pays, trois paysans qui traquaient des maraudeurs tombent sur cinq intrus s'exprimant dans un dialecte bizarre. L'échange se passe mal, les paysans, armés, tirent. Dans les jambes. Trois intrus sont blessés. Ambulance. Hôpital. Sur place, les locaux découvrent du matériel médical high tech, un double parachute, des combinaisons en néoprène, des GPS, des cartes, des ordinateurs...

Le village fantôme. Des martiens ? Sofia mène l'enquête. Et découvre que les intrus étaient des Français, des agents de la DGSE qui s'entraînaient à « des sports extrêmes », dira pudiquement le ministre bulgare de l'Intérieur, ajoutant « le plus important est que l'incident est clos. Nous avons eu une excellente coopération avec l'ambassade de France et les cinq hommes ont déjà regagné leur pays ».

C'est pour quand le film ?

### SUGGESTION DE LECTURE

#### Recherches internationales

Le dernier numéro est paru, principalement consacré aux « printemps arabes » : <http://www.recherches-internationales.fr/index.html>

#### Alternatives économiques - Alternatives internationales

n° 058 - mars 2013

Tunisie, Égypte, Mali, France : que veulent les salafistes ? Yann Mens

[http://www.alternatives-economiques.fr/tunisie--egypte--mali--france--que\\_fr\\_art\\_1197\\_63094.html](http://www.alternatives-economiques.fr/tunisie--egypte--mali--france--que_fr_art_1197_63094.html)

#### Témoignage Ma guerre d'Algérie 1954-1962

André Meyer, préfacé par Hélène Sielka, publié à compte d'auteur ([andremeyer@wanadoo.fr](mailto:andremeyer@wanadoo.fr))

## Djibouti mortelles élections et résistance

Partout les élections suscitent l'espoir de changement, en Afrique, elles font craindre le pire. À Djibouti, le scrutin législatif pluripartite du 22 février dernier n'a pas fait exception à la règle, la violence post-électorale a causé une dizaine de morts par balles, plusieurs blessés parmi les manifestants, selon la FIDH et la LDDH, depuis le 25 février.



800 personnes ont été incarcérées à Nagad et dans les locaux de commissariats de police où certaines d'entre elles ont été battues, d'autres torturées. Environ 300 d'entre elles sont toujours détenues en toute illégalité dans ces centres de tri. Trois dirigeants de l'opposition ont été condamnés à 18 mois de prison ferme et 5 années d'inéligibilité. Il s'agit d'Abdourahman Bachir, Abourahman God et Guirreh Meidal, dirigeants du *Mouvement pour le développement et la liberté* (MODEL), tandis que Daher Ahmed, président du *Mouvement pour le renouveau démocratique*, a été condamné à 2 mois de prison ; tous accusés d'incitation à un mouvement insurrectionnel et 27 autres personnes, en majorité des enseignants, sont sous mandat de dépôt à Gabode pour les mêmes motifs. Ils ont rejoint dans cette terrible prison des détenus politiques du FRUD (les oubliés du système judiciaire) dont le plus ancien est Mohamed Ahmed dit Jabha.

Ces élections ont permis aux démocrates djiboutiens de vérifier cette fois encore l'extrême violence de ce régime qui reste égal à lui-même. Elles ont révélé aussi si besoin était le caractère ultra minoritaire du régime.

Ce scrutin a fait éclater enfin au grand jour, en l'exacerbant, la contradiction entre une petite poignée de gens qui n'aspire qu'à accumuler des richesses par l'accaparement en tout genre et la masse de la population qui mène des luttes quotidiennes pour sa survie. Parmi ces derniers, les habitants des campagnes sont exposés en ce moment même à la famine et à la soif, consécutives à des années de sécheresse. Le bilan s'est alourdi depuis l'appel du 11 février de M. Ewado, président de la LDDH, en faveur des populations nomades : 5 personnes sont mortes de soif à Munkur et à Adgenno (district de Tadjourah), obligeant 4000 nomades à se déplacer vers l'Éthiopie.

L'opposition, qui a boycotté durant 10 ans les élections, a décidé d'y participer alors même que le président Guelleh refusait une à une les conditions de transparence exigées par les dirigeants de l'opposition. L'*Union pour le salut national* (USN), créée à la hâte à la veille du scrutin, regroupe 5 partis politiques d'opposition traditionnels et un nouveau venu dans le paysage politique, le MODEL regroupant des enseignants et des oulémas. C'est cette coalition qui a pu mobiliser et tenir en échec le parti unique, le

*Rassemblement populaire pour le progrès* (RPP), qui exerce le magistère politique sur ce petit pays depuis 1979. Il est vrai que ce parti a été déclaré en faillite par un rapport interne de juillet 2012 qui le qualifie de coquille vide.

D'une manière générale, on assiste, depuis l'accession à la présidence d'Ismael Omar Guelleh en 1999, à une lente désaffection des habitants traditionnellement favorables au régime, qui s'est amplifiée au fil des ans. Le scrutin du 22 février 2013 a donné à voir l'ampleur sans précédent du rejet du régime. La campagne électorale a permis à l'opposition de faire une démonstration de force lors des meetings.

Le pouvoir, qui a inauguré la campagne électorale par l'assassinat du jeune collégien Hafez Mohamed à Obock le 16 décembre, n'a pas hésité à priver de droit de vote les populations des districts d'Obock, de Tadjourah et de Dikhil, fidèle en cela à 3 décennies de marginalisation de ces régions. Les militaires, qui ont pris d'assaut tous les bureaux de vote, ont procédé au bourrage des urnes avec la finesse qui les caractérise, d'où les scores fantaisistes (respectivement 96,56%, 83,40% et 88,10%). Dans la capitale et dans les districts d'Ali Sabieh et d'Arta, l'opposition l'a emporté largement et les chiffres ont été purement et simplement inversés au ministère de l'Intérieur au profit du pouvoir. Ces résultats ont été proclamés sans surprise par le Conseil constitutionnel présidé par un fidèle et cousin du président.

L'opposition a rejeté ce verdict, qui n'est pas sorti des urnes mais du bureau du ministère de l'Intérieur, même si elle bénéficie pour la première fois dans l'histoire de 10 sièges sur 65 par l'introduction d'une dose de proportionnelle dans le mode du scrutin.

### Vers quelle impasse s'achemine-t-on à Djibouti ?

Le pouvoir, qui a mené une politique de la terre brûlée durant 36 ans à l'égard des brousses, est en train depuis 2 ans d'incendier la capitale par sa violence répressive. « Si tu incendies et la brousse et la plaine, où iras-tu habiter ? », disent les Baoulés. La solution n'est sûrement pas dans la régionalisation du conflit interne djiboutien, comme semble le souhaiter Guelleh, qui a sollicité des appuis éthiopiens et somaliens.

Est-ce que, de son côté, l'opposition qui, en dépit d'un effort certain, a brillé jusqu'à présent par l'improvisation et les arrangements tactiques, sera capable d'une vision à long terme ? Autrement dit, la coalition électorale USN pourra-t-elle se transformer dans une perspective programmatique durable et entamer des pourparlers sérieux avec l'autre force de l'opposition qu'est le FRUD, pour proposer une alternative crédible pour la sortie de crise ? De la réponse à ces questions dépend en partie l'avenir de ce petit pays.

Mohamed Kadamy  
représentant du *Front pour la restauration de l'unité  
et de la démocratie* (FRUD)



## Palestine

### Bab Al-Shams (Porte du soleil) premier d'une série de nouveaux villages palestiniens

#### Un nouveau village palestinien est né.

Il a été bâti à l'est de Jérusalem dans la Palestine nouvellement admise comme État observateur à l'ONU. Cette nouvelle réalisation, symbolique mais riche d'enseignements, est la preuve de la détermination d'un peuple pour conquérir ses droits nationaux, universellement reconnus.

Quelque 200 militants palestiniens, connus pour leur participation active à la résistance populaire non violente contre l'occupation israélienne, ont bâti un nouveau village dans la zone dite « E1 ». Ce village a été baptisé Bab Al-Shams (Porte du soleil). Le nom que l'écrivain libanais Elias Khoury avait donné à un roman en 1998 pour le cinquantième anniversaire de la « Nakba ». Il y racontait l'histoire d'un Palestinien qui avait rejoint la résistance palestinienne dans des camps de réfugiés palestiniens au Liban et qui se rendait clandestinement en Galilée pour y retrouver sa femme qui n'avait pas connu l'exode.

Bien que cette zone de 12 km<sup>2</sup> soit très bien gardée par l'armée israélienne, la *Coordination des comités populaires* a réussi à déjouer la vigilance de l'occupant. L'opération a été préparée dans la discrétion la plus totale. Ceci a « permis de prendre au dépourvu les autorités israéliennes, et à de nombreux journalistes de rejoindre le site avant qu'il ne soit déclaré zone militaire interdite », a déclaré à l'AFP Mohamed Khatib, l'un des militants de la coordination.



### Une réponse aux nouvelles annonces israéliennes

Cette action, présentée par ses réalisateurs comme une réponse aux nouvelles annonces israéliennes de construction de milliers de nouveaux logements pour les colons en Palestine occupée, plus particulièrement dans cette zone appelée « E1 », constitue une nouvelle tactique pacifique pour faire face à la politique israélienne de spoliation de terres palestiniennes. Il ne s'agit plus de se limiter à lutter contre l'extension des colonies, mais d'occuper le terrain, même d'une façon symbolique.

Le gouvernement israélien, craignant une propagation de cette nouvelle façon de faire, a envoyé 500 policiers et militaires pour déloger les occupants du nouveau village. Il savait que Bab Al-Shams allait servir de modèle à d'autres initiatives palestiniennes.

Si le projet israélien de judaïser cette zone est mis à exécution sans que la communauté internationale s'y oppose, ce sera un coup très dur contre la seule solution préconisée par la communauté internationale pour mettre fin à cette intolérable occupation, celle des deux États.

Ce projet est en effet destiné à encercler Jérusalem-Est, future capitale de l'État palestinien, dont l'annexion par Israël est considérée comme nulle et non avenue par la communauté internationale, en joignant la colonie israélienne « Maale Adumim » au cœur de la Cisjordanie avec ses 40 000 habitants colons, à celle de « Pisgat Zeev ». Cette dernière est desservie par le tramway colonial, édifée par les entreprises françaises Alstom et Véolia.

La zone « E1 » est stratégique pour les Palestiniens, car elle relie les villes palestiniennes du nord de Jérusalem à celles du sud. Aucune continuité géographique viable entre les villes palestiniennes ne serait donc possible et l'État palestinien, qui pourtant vient d'être admis à l'ONU comme État observateur non membre dans les frontières de 1967, serait irréalisable sur le terrain.

Dans une interview accordée à France 24, le directeur de la revue *Confluences Méditerranée*, Jean-Paul Chagnollaud affirme que, en peuplant cette zone de nouveaux colons, le but du gouvernement israélien est d'« empêcher la Palestine de se doter d'un État unifié ».

Le mur, déclaré illégal en 2004 par la Cour internationale de Justice, et les centaines de barrages, tristement célèbres sous l'appellation « check points », n'ont pas suffi aux dirigeants israéliens. Ils constituent pourtant un obstacle majeur à la liberté de circulation des Palestiniens, liberté dont ils sont privés.



## Bab Al-Shams (Porte du soleil)

### Netanyahou est dans la négation totale des droits des Palestiniens

Encercler Jérusalem par des colonies et la séparer définitivement du reste de la Cisjordanie tout en morcelant cette dernière, voilà le projet israélien qui est quotidiennement mis à exécution. Le « nouveau Jérusalem » tel que conçu par les gouvernements israéliens successifs arrive jusqu'aux portes de la ville palestinienne de Bethléem et empiète sur les alentours de Ramallah. Le but est également de connecter la vallée du Jourdain à Jérusalem via un passage sans population palestinienne. Pourtant, la vallée du Jourdain, occupée à 94 % par les militaires et colons israéliens, représente presque le tiers de la Cisjordanie. Comment peut-on alors imaginer un État palestinien privé de Jérusalem-Est, de la vallée du Jourdain, des blocs des colonies, sans aucune connexion viable entre ses différentes villes et villages ?

Face à ce flagrant déni de justice, la communauté internationale reste inactive dans les faits. Elle déplore, elle s'inquiète, elle désapprouve et parfois même elle condamne. Mais son action s'arrête là. Aucune mesure n'est prise pour contraindre Israël à se conformer au droit international et à cesser de martyriser le peuple palestinien. Après plusieurs de ses États membres, dont la France, la Grande-Bretagne et l'Espagne, l'UE a convoqué l'ambassadeur d'Israël pour lui exprimer ses « préoccupations » au sujet de ces projets de colonisation.

Pourtant, l'histoire de ce conflit a montré que la politique de colonisation israélienne ne peut changer que sous la menace de sanctions. Le projet EI a été gelé pendant longtemps en raison notamment des pressions américaines. Un haut responsable israélien a affirmé au quotidien *Maariv* que : « S'il y a des progrès dans les pourparlers avec les Palestiniens ou une véritable menace de sanctions contre Israël, surtout de

l'Europe et des États-Unis, la procédure peut être arrêtée ». Mais les dirigeants israéliens, forts de l'impunité dont ils bénéficient, savent qu'ils ne s'exposent pas à un grand risque en défiant la légalité internationale. Juste après la convocation des ambassadeurs israéliens, la Grande Bretagne et la France ont clairement signifié « qu'il n'était pas question de sanctions ».

Répondant aux « inquiétudes » de la communauté internationale, Benjamin Netanyahou a déclaré, pendant que son armée expulsait violemment les campeurs, via la radio de cette même armée : « C'est un processus graduel, cela prendra du temps. Cela ne va pas se faire immédiatement, vous connaissez nos procédures administratives ». Et pour ceux qui n'avaient pas bien compris son message, il a ajouté : « Nous allons achever les plans, puis il y aura des constructions ».

Les déclarations comme celle du porte-parole du Quai d'Orsay, Philippe Lalliot : « La relance sans précédent des projets de colonisation est une provocation qui sape davantage la confiance nécessaire à la reprise des négociations et nous conduit à nous interroger sur l'engagement d'Israël en faveur de la solution des deux États », ou celles de la porte-parole du département d'État américain Victoria Nuland lors d'une conférence de presse : « Ces annonces et projets répétés de nouvelles constructions vont à l'encontre de la cause de la paix. Les responsables israéliens répètent sans cesse qu'ils soutiennent la voie vers une solution à deux États, mais ces actions ne font que mettre un peu plus en danger cet objectif », pas plus que celle de Ban Ki-moon qui a rappelé que les « colonies sont illégales », ne sont d'un grand secours pour les Palestiniens. Le gouvernement israélien sait pertinemment qu'il aura les mains libres après le passage de la mini tempête de désapprobations.

### Naissance d'une nation palestinienne sous les décombres de la grande Nakba

Conscients de ce danger, de la passivité de la communauté internationale ainsi que de l'impunité accordée par celle-ci à Israël, ces militants palestiniens ont décidé de prendre leur destin en main et de rappeler au monde entier, que malgré le rouleau compresseur israélien et l'asymétrie flagrante dans les rapports de forces, ils n'abandonneront jamais leurs droits, dont celui, élémentaire, de disposer pleinement de leur terre. Mahmoud Zwahra, militant de la résistance populaire, a déclaré : « Notre but est de transformer un rapport de force qui nous est complètement défavorable en une victoire politique. Nous pouvons réussir, car notre détermination est forte et notre cause est juste ».





### Bab Al-Shams (Porte du soleil)

Paradoxalement, après la démolition du village, les créateurs de Bab Al-Shams ont pris conscience de leur force : « Même si nous avons été chassés, notre force est évidente car la police a dû recourir à des centaines et des centaines d'agents des forces spéciales ». Et tout en promettant de multiplier des actions analogues, ils ont affirmé que « ce n'est pas la fin du combat, celui-ci va monter en puissance ».

Le village de Bab Al-Shams a été détruit le 16 janvier. Deux jours plus tard, un autre village, dans un autre endroit destiné à être colonisé, a vu le jour. Ses bâtisseurs l'ont nommé Bab Al-Karama (Porte de dignité). Ce dernier a également été démantelé après trois journées d'existence.

« Je vois dans vos yeux la naissance d'une nation sous les décombres de la grande Nakba qui dure depuis quarante-six ans », a déclaré Elias Khoury aux citoyens de Bab Al-Shams, dans un message qu'il leur a adressé.

L'écrivain leur a demandé d'être accepté comme citoyen du village afin « d'apprendre (avec eux) le sens de la liberté et du droit ».

Le nouveau village palestinien de Bab Al-Shams dispose maintenant d'un Conseil municipal qui compte tout mettre en œuvre pour sa reconstruction. Dans une déclaration, Jamil Barghouthi, le maire du nouveau village, vient de lancer un appel demandant aux communes amies françaises et européennes de jumeler leurs villes avec la sienne.

Pour lui « la résistance palestinienne aboutira grâce à la détermination du peuple palestinien à rester sur son sol et à défendre ses droits nationaux. Mais pour mener à bien cette résistance, nous avons besoin, et plus que jamais, de la solidarité internationale ».

**Taoufiq Tahani**

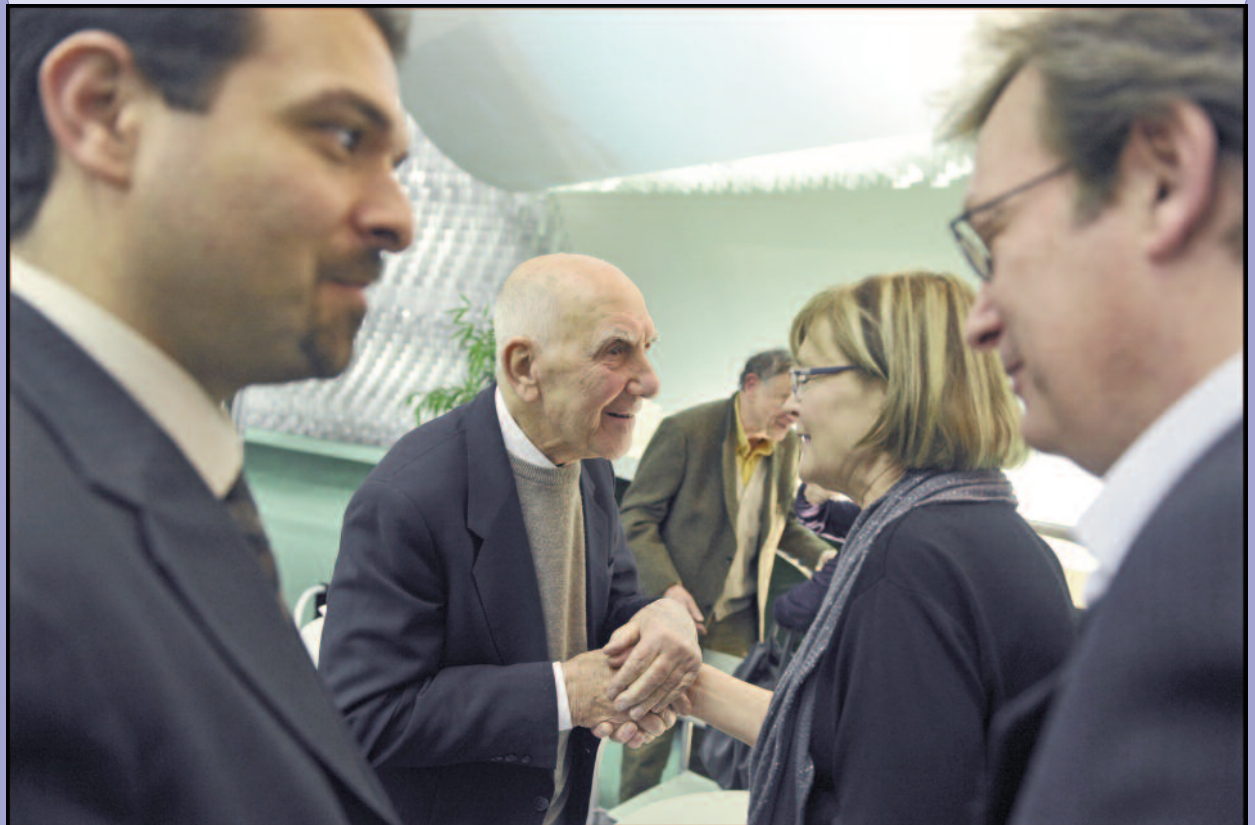
vice-président de l'AFPS  
colloque Palestine au Sénat - 1<sup>er</sup> mars 2013

### HOMMAGE À STÉPHANE HESSEL

nous souhaitons rendre un hommage à Stéphane Hessel,  
pour son engagement démocratique de haute dignité

il avait participé le 6 janvier 2010 à la soirée *Palestine-Solidarité Gaza, un an, et maintenant ?*  
au siège de notre parti

sur la photo : autour de Stéphane Hessel, Marie-George Buffet, Pierre Laurent, Safwat Ibraghit (conseiller à la Mission de Palestine) et Bernard Ravenel (président de la Plate-forme des ONG pour la Palestine)



## DÉCLARATION DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

### Obama au Proche-Orient : pour la paix, tout pour Israël

Barak Obama a réussi au Proche-Orient son « show » de vedette planétaire médiatique. Usant de toutes les ficelles diplomatiques, jusqu'à la couleur de la cravate (bleue comme le drapeau israélien), il a tout fait pour montrer un soutien sans faille à la politique israélienne. Qu'importe si celle-ci est le fruit néfaste et dangereux d'un gouvernement d'extrême droite agressif, colonisateur et méprisant vis-à-vis des Palestiniens. Pourtant, cette politique, qui a tué le processus de paix lancé à Oslo il y a 20 ans, devrait inciter, à l'inverse, à une grande mobilisation internationale sur les conditions de la paix, ainsi qu'à des sanctions contre la politique d'Israël.

Obama, on le savait, n'avait pas de plan de paix à proposer. Il a débloqué 500 millions de dollars aux Palestiniens, une aide jusqu'ici retenue par le Congrès. Il a surtout répété quelques formules de principe en soulignant que les États-Unis ne s'engageraient en rien pour faciliter un pas quelconque vers une issue véritable. Il s'est même permis de reprendre tout le discours de la droite y compris celui des plus ultra, en relativisant l'importance – pourtant centrale – de la colonisation et de l'occupation, alors qu'il s'agit de la cause principale du conflit israélo-palestinien. Il a écarté du même coup l'exigence du respect de la légalité internationale et de tout ce que le droit international a pu acter comme base d'un règlement politique nécessaire. Comme si les droits nationaux du peuple palestinien – la question de Palestine – n'étaient pas le cœur

du problème. Comme si les Palestiniens n'avaient pas gagné récemment le statut d'État observateur à l'ONU grâce à une imposante majorité d'États membres de l'Assemblée générale qui ont confirmé de cette manière la légitimité du combat des Palestiniens, la nécessité de l'application des résolutions de l'ONU pour l'édification d'un État palestinien indépendant à côté de l'État d'Israël, comme condition sine qua non d'une paix juste et durable.

Barak Obama, au fond, n'a fait que confirmer et expliciter ce qu'il fait concrètement depuis des années, c'est-à-dire rien pour la paix. Rien pour une solution politique... mais tout pour soutenir son allié stratégique israélien, gardien militaire des intérêts de puissance américains et partenaire dans les menaces contre l'Iran et dans les guerres au Proche-Orient.

Il est consternant dans ce contexte que les autorités françaises n'aient pas choisi de rappeler avec force l'importance de l'enjeu de la question de Palestine pour l'avenir des relations internationales en montrant une volonté d'être à l'initiative. La France et l'Union européenne se taisent et se satisfont de la politique de Washington alors que cette politique, dans une région de vives tensions et d'incertitudes, prépare les crises majeures de demain. On est en droit de se demander où se situe aujourd'hui le sens de la responsabilité.

communiqué de presse  
Paris, le 24 mars 2013

## Sahara occidental entre occupation et résistances



Rien ne semble ébranler le régime marocain dans la poursuite de la stratégie coloniale, dans le fait accompli de l'occupation des territoires sahraouis anciennement colonisés par l'Espagne, et ce, en violation du droit international et des résolutions des Nations unies portant sur l'organisation d'un référendum d'autodétermination, seule solution « politique, juste et durable » pour mettre un terme à un conflit qui dure depuis 38 ans !

Le Sahara occidental est aujourd'hui le dernier territoire colonisé d'Afrique. Le peuple sahraoui, qui continue à mener une lutte pacifique pour la reconnaissance de ses droits, est appuyé par la légalité internationale de l'ONU. L'émissaire personnel du secrétaire général de l'ONU, Christopher Ross, a réaffirmé lors de sa visite dans les territoires occupés en octobre dernier, l'application du droit à l'autodétermination comme seule condition de décolonisation de ce territoire et pour « éviter des violences tragiques pour les peuples de la région ».

Parmi les actes de résistance menés par la population contre l'oppression, dans un climat de complaisance de certains gouvernements à l'égard du régime marocain, un camp avait été spontanément monté, pour attirer l'attention sur les conditions de vie précaires et sur les difficultés sociales à Gdeim Izik en 2010. Compte tenu de la situation, cette initiative s'est transformée en revendication nationale des libertés et de souveraineté sur les richesses nationales.

Le démantèlement de ce camp s'est déroulé dans un climat de violence mobilisant toutes les forces de sécurité, y compris l'armée, brûlant des tentes et jetant leurs occupants sans ménagement. On dénombre de nombreuses victimes.

Les Sahraouis arrêtés lors de ce triste événement, au nombre de 22 (auxquels ont été ajoutées deux personnes, de façon arbitraire, car elles n'étaient pas sur les lieux et n'ont pas été arrêtées à la même date), ont été jugés devant le tribunal militaire de Rabat.

Après plusieurs reports au mépris de toutes les procédures, le procès a débuté le 8 février dernier. Des observateurs français étaient présents aux différentes audiences. Comme modèle de procès colonial, on ne pouvait pas faire mieux : déploiement de moyens importants et démonstrations de forces autour du tribunal. Après 9 jours d'affilée et dans un climat qui rap-

pelait les années de plomb du règne d'Hassen II, le verdict est tombé. Des peines d'une grande sévérité sont prononcées, par une juridiction militaire à l'égard de civils, bel exemple d'État de droit, à l'heure où régulièrement le Royaume du Maroc frappe aux portes de l'Europe pour des partenariats économiques et commerciaux. En effet, au terme de ce procès « des 24 », 9 Sahraouis ont écopé de la prison à perpétuité, 4 condamnés à 30 ans, 7 à 25 ans, 3 à 20 ans et 2 à deux ans (libérés à l'issue du procès après 27 mois d'incarcération).

Encore une parodie de procès, sans respect des droits de la défense, sans témoins et sans preuves. Assuré de l'impunité habituelle des régimes occidentaux et de leurs vassaux quand il s'agit de bafouer les droits élémentaires des Sahraouis, au mépris de sa propre législation et des engagements internationaux ratifiés par le Maroc, le tribunal a prononcé ces peines, pour l'exemple, pour l'intimidation et pour la vengeance, devant la cinquantaine d'observateurs étrangers, qui se sont relayés pendant les 9 jours, devant des avocats méprisés et les associations, dont la courageuse et déterminée Association marocaine des droits de l'Homme, pour son opinion publique.

Ni la présence de nombreux européens, ni le courage des militants marocains et sahraouis des droits de l'Homme, ni le soutien de leurs avocats, ni les manifestations de solidarité des familles n'ont pu inciter les juges au moindre geste de respect du droit et de la justice.

Ce procès aura servi de tribune aux prisonniers sahraouis pour, comme le dit Enaama Asfari (condamné à 30 ans de prison) : « exprimer notre idéal pacifique de vivre en harmonie avec le peuple marocain qui souffre, lui aussi, de ce régime et les autres peuples de la région ».

Sans débats contradictoires et sans éléments matériels nécessaires à la manifestation de la vérité, les familles des victimes marocaines lors des affrontements quitteront également le tribunal sans obtenir de réponse sur les circonstances de la mort du fils ou de l'époux qu'ils ont perdus, et dont elles ne verront ni la dépouille ni le certificat de décès. De jeunes victimes au service d'un régime aveuglé par le pouvoir absolu, qui continue, comme d'autres en Afrique et dans le monde arabe, à rester sourds aux aspirations démocratiques de leur peuple à vivre libre.

Combien de printemps faudra-t-il ? Combien d'hommes et de femmes devront encore tomber pour la dignité humaine, dans ces pays, encore gouvernés par la force ?

Meriem Derkaoui

membre du Conseil national





## NORVÈGE

### le pays où l'on parle encore de répartition de la richesse !

À quelques mois de l'élection législative en Norvège, le Parti socialiste populaire de Norvège (SV) tenait son congrès.

300 militants assidus et attentifs ont discuté pendant trois jours de la plateforme programmatique que le parti va présenter aux électeurs norvégiens à l'automne. Les défis auxquels se préparent les Norvégiens sont nombreux. Si la manne pétrolière ne s'est pas tarie ces dernières années, le débat entre la droite et la gauche reste sur l'utilisation de ce fonds créé il y a plus de dix ans, qui engrange la manne pétrolière. La droite demandant sa sanctuarisation, la gauche son utilisation partielle. Mais le débat a enflammé les congressistes quand il s'est agi de décider si le parti était d'accord ou opposé à la mise en recherche de nouveaux champs pétrolifères au large des îles Lofoten, au nord du pays, non loin du cercle polaire. Le président du parti a emporté une immense majorité du congrès en refusant cette extension de la recherche et en préservant la nature et surtout la pêche.

Ce parti pèse 4% du corps électoral, mais a quatre ministres sur seize – deux hommes, deux femmes – dont ceux de l'Éducation, de l'Environnement, de la Famille et de l'Égalité de genre ainsi que de la Coopération internationale. Trois d'entre eux ont moins de quarante ans, ils ont été ovationnés par les participants. Leur bilan est très positif. Ils ont profité du congrès pour venir exposer leur feuille de route pour la mandature à venir. Renforcer l'égalité hommes/femmes dans un pays qui connaît déjà de nombreuses avancées, mais le parti SV souhaite aller encore plus loin en particulier sur les congés parentaux. Dans les allées du congrès, on croisait beaucoup de maris ou de compagnons de déléguées qui eux pouponnaient, pendant qu'elles participaient aux débats en séance. Dans le parti, cette politique d'égalité bénéficie d'un soutien total des adhérents, elle a été un des points forts de ce congrès. Il est vrai qu'une majorité des adhérents sont des adhérentes. Ça se voit, ça s'entend et ça se sent.

La question du logement, qui est un des secteurs fortement soumis à la spéculation, car beaucoup moins taxé que les activités industrielles, permet à des spéculateurs de construire des appartements ou des maisons en échappant à une partie de l'imposition, a été centrale. Le SV veut mettre fin à cette aberration fiscale. Il a aussi été énormément question de réorientation des politiques industrielles. La Norvège a été moins touchée que les pays de la zone euro par la crise. Mais le secteur des « industries traditionnelles » souffre car le cours de la couronne norvégienne, très

haut, gêne les exportations et le marché européen s'étant contracté, des difficultés existent dans le secteur de la « vieille industrie », métallurgie et sidérurgie principalement. Des pistes pour créer des filières d'économies « vertes » existent et ne sont pas suffisamment exploitées.

La réforme du système de santé est aussi à l'ordre du jour. Il s'agit de remettre en cause la réforme de droite d'il y a une dizaine d'années que les socio-démocrates n'ont pas osé toucher durant ces deux dernières législatures.

Un congrès qui part donc à la bataille électorale avec confiance, n'avait-il pas atteint 12% au tournant des années 1990-2000. Mais huit ans de pouvoir de gauche semblent laisser une partie des électeurs norvégiens qui placent en tête dans les sondages la « coalition bourgeoise » avec 30 à 40%. Les socio-démocrates, eux, auraient un résultat très très faible entre 25 et 27%. L'extrême droite du parti progressiste friserait les 20%, nos amis du SV sont actuellement à 5%. Les socialistes de gauche norvégiens ont décidé de concentrer leurs attaques sur l'extrême droite afin de bousculer le traditionnel duel « bourgeois » « socio démocrates ». Ce sont les valeurs d'égalité des droits, de l'accroissement de la protection des salariés, de l'antiracisme, du développement responsable, de l'égalité de genre, qui sont défendues par le SV, qui concentrent les attaques du parti progressiste en souhaitant réserver les avantages sociaux aux seuls Norvégiens.

La bataille électorale est qualifiée d'historique par nos camarades du SV. Car si la droite remporte ces élections, son programme risque de mettre à mal l'État providence et surtout faire des choix industriels et environnementaux qui grèveront pour longtemps le développement harmonieux de la Norvège, et si le SV ne se renforce pas, il y a fort à parier que les socio-démocrates soient plus sensibles aux sirènes du centre et de la droite. Bien entendu, dans le congrès, la « cote » de l'Union européenne est au plus bas. Et le président de l'association *Non à l'UE*, qui revendique 25 000 membres, a fait état du dernier sondage : 80% des Norvégiens s'opposeraient à l'entrée de leur pays dans l'UE.

Réorienter la construction européenne, voilà ce que demandait le Front de gauche, mais les Norvégiens, s'ils sont attentifs à nos propositions, ont de fortes raisons de ne pas entrer dans l'Union européenne.

Gilles Garnier  
responsable Europe

## BUDGET EUROPÉEN

### intervention de Jacky Hénin au Parlement européen le 12 mars

Avec le *two-pack*, on enferme les peuples d'Europe dans un hiver d'austérité qui conduira à toujours plus de chômage et de misère. Ainsi, la baisse des salaires et des retraites, l'augmentation des impôts pour les classes moyennes, la réduction des dépenses sociales devraient amener une amélioration de nos conditions de vies. Quelle ineptie !

L'austérité ne profite qu'aux rentiers de la finance, l'austérité, comme dans les années 1930, peut conduire au fascisme. L'Américain Paul Krugman, prix Nobel d'économie 2008, qui n'a pourtant rien d'un communiste, appelle les dirigeants européens à rompre avec

l'austérité et à ne pas rembourser une dette publique qui est illégitime et artificielle.

Faisons comme les Islandais : refusons de rembourser les dizaines de milliards de dettes illégitimes, nationalisons les banques et mettons en prison les banquiers responsables de la crise pour crime financier.

Alors que toute l'Europe est en récession, l'Islande, vouée aux gémonies par les dirigeants européens, connaît une croissance de 2,7 %, tirée par une multiplication des créations d'emplois.

Oui, nous avons besoin d'un printemps islandais !

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU PCF

### jamais le peuple chypriote n'acceptera de se faire spolier !

En choisissant un président de droite pour succéder au président Christofias d'AKEL, la majorité du peuple chypriote a cru qu'un compromis avec l'Union européenne serait plus facile à trouver. L'actuel président avait fait toute sa campagne en ce sens.

Le prêt de 17 milliards d'euros demandé pour « sauver » le système bancaire national s'est transformé en 10 milliards, avec une compensation de 5,8 milliards d'euros, obtenus par une ponction sur les comptes bancaires des déposants à Chypre. Ceci comprend à la fois les comptes *offshore* d'étrangers, principalement Russes, et ceux des militaires anglais stationnés depuis la partition de 1974, mais aussi et surtout les comptes courant des Chypriotes. La taxe sera de 6,75% pour

tous les dépôts en dessous de 100 000 euros et de 9,9% au-delà. Il est vraisemblable que tout le week-end les étrangers ainsi que les « gros comptes » ont déjà déplacé les dépôts vers d'autres lieux bancaires plus cléments. Les petits déposants locaux n'auront pas cette possibilité. Cette mesure, jamais débattue, encore moins envisagée, est un tel choc pour le peuple légitimement trahi, que le Parlement chypriote l'a au final rejeté.

Chypre ne doit pas suivre ainsi le chemin de la Grèce. Le PCF apporte tout son soutien à AKEL et au peuple chypriote. Jamais le peuple chypriote n'acceptera de se faire spolier. Seule une Europe construite sur la solidarité et non sur le chantage peut espérer avoir un avenir.

**communiqué de presse de Pierre Laurent (PCF-PGE) : La France doit soutenir Chypre - 21 mars 2013**  
[www.pcf.fr/37525](http://www.pcf.fr/37525)

*manifestation du 19 mars devant le Parlement chypriote, pendant la procédure de vote des mesures décidées par l'Eurogroupe et le président de Chypre Nicos Anastasiades*

*le peuple chypriote a envoyé un signal très fort aux peuples du monde qui résistent aux politiques ultralibérales que l'on tente de leur imposer*



## AFGHANISTAN du chaos à l'espoir

**Abdullah Naïbi, président d'AYENDA et président tournant de la Coalition des partis et organisations progressistes et démocrates d'Afghanistan, livre son analyse de la situation en Afghanistan depuis l'intervention américaine et atlantiste de 2001.**

Cela fait plus de 11 ans que l'Afghanistan est occupé par les forces de l'OTAN. L'instauration de la démocratie, la lutte contre les terroristes et les Taliban, la stabilisation politique et la fondation d'un État de droit, la défense des droits des femmes et des enfants, la lutte contre la production et le trafic de l'opium, et le développement économique du pays étaient parmi les objectifs avancés en octobre 2001 par l'OTAN pour justifier leur intervention militaire.

Que reste-t-il aujourd'hui de tout cela?

### Le triste bilan de 11 ans d'occupation

Le pouvoir des moudjahiddin sous la direction de Hamid Karzaï s'est avéré beaucoup plus impopulaire que celui des Taliban. Les seigneurs de la guerre ont mené durant cette période une vraie politique de terreur dans les régions où ils gouvernent. L'appareil d'État est au service d'une petite couche de nouveaux riches qui constituent les piliers du pouvoir. Les deux vice-présidents sont devenus des milliardaires.

Le terrorisme est toujours là et frappe autant la population civile que les forces de l'OTAN. Si Al-Qaida est soi-disant décapité, les Taliban, les autres forces islamistes soutenues, armées, financées et entraînées par l'État pakistanais, sont actives et tissent leur réseau d'influence dans tout le pays. Ils se sont infiltrés dans les forces armées et l'appareil étatique. Ce dispositif mis en place par ISI (les fameux services secrets de l'armée pakistanaise) est prêt à fonctionner une fois le retrait des troupes de l'OTAN achevé.

Les droits des femmes sont toujours bafoués : la misère, l'insécurité, la Charia et surtout l'attitude sauvage des hommes au service des seigneurs de la guerre en font des victimes sans défense. Des centaines d'entre elles se sont suicidées, parfois en s'immolant. Le cas de Nadjiba, cette jeune femme condamnée et exécutée début juillet 2012 dans la province de Parwan, située au nord de Kaboul, témoigne de l'atrocité de la condition féminine dans le pays.

L'appareil étatique mis en place n'est qu'un moyen d'enrichissement pour les différentes factions des moudjahiddin. Il est parmi les plus corrompus du monde ! L'alliance entre les gouvernants et la mafia afghane a instauré un narco-État. De l'aveu même des autorités de l'OTAN, chaque année de 3 à 4 milliards de dollars transitent par l'aéroport de Kaboul à desti-

nation des banques des pays du Golfe. Le pouvoir provincial échappe souvent à l'autorité centrale.

Les élections présidentielle et parlementaires se sont déroulées avec des fraudes massives qui ont permis aux seigneurs de la guerre et aux narcotrafiants d'être élus. Le nombre anormalement élevé de journaux et périodiques (plus de 500) et de télévisions privées (plus de 50), de qualité médiocre, de sources financières opaques et de contenu ultra réactionnaire, reflète la lutte d'influence engagée entre les différentes factions des moudjahiddin, les mafieux et les pays voisins.

La société afghane n'avait jamais connu une telle situation catastrophique dans son histoire contemporaine.

### Le retrait de l'OTAN ... et après?

Le retrait de l'OTAN s'achèvera fin 2014. Le peuple afghan et les forces démocratiques du pays craignent, à juste titre, une ingérence massive des pays voisins, le Pakistan en tête ! La présence de l'OTAN sur le sol afghan a déjoué pour une courte période les visées stratégiques d'Islamabad, à savoir l'instauration d'un régime à la solde du Pakistan.

Ayant une solide base religieuse et politique dans le pays par le parti Wahdat interposé, Téhéran aussi mène une intense activité déstabilisatrice.

Alliée du Pakistan, la Chine se positionne sur le long terme : accéder aux ressources naturelles de l'Afghanistan estimées à plus de 1300 milliards de dollar. Elle a soutenu le régime des Taliban par le passé et ne s'opposera en aucune manière à leur retour au pouvoir.

Considérant qu'une influence grandissante des islamistes au sud de ses frontières serait une menace à sa sécurité, la Russie ne se montre pas très enthousiaste au retrait de l'OTAN. Elle voit d'un très mauvais œil l'avancé de la Chine en Afghanistan par Islamabad interposé.

Quant à la capacité des forces armées afghanes, force est de constater qu'elles n'ont pas un caractère national. L'armée nationale fut démantelée par Massoud quand il était ministre de la défense en 1993. L'incorporation des groupes armés des moudjahiddin dans la structure des forces armées a fait de celles-ci plutôt un assemblage mécanique qu'une vraie armée soudée et organique sous commandement unique. Les problè-



## Afghanistan : du chaos à l'espoir

mes inter-ethniques resurgiront le jour où le contrôle de l'OTAN sera levé.

Ces éléments objectifs laissent penser qu'après le retrait de l'OTAN une nouvelle guerre civile est possible. C'est dans ce cadre d'analyse que le « partenariat stratégique » signé entre les États afghan et américain (permettant à celui-ci d'avoir des bases militaires sur le territoire afghan) peut être considéré comme un facteur de stabilité. La Maison blanche, étant responsable de l'état actuel du pays, doit prendre toute sa responsabilité et accepter que son maintien pour une courte période s'inscrive sous le contrôle des Nations unies. Tel qu'il apparaît actuellement, il est avant tout la caution de la pérennité des intérêts américains dans la région. Le peuple afghan et les forces démocratiques ont besoin d'un soutien stratégique, militaire, politique et économique de la Communauté internationale pour reconstruire leur pays.

### Un aperçu de la vie des couches populaires afghanes

Durant les années d'occupation, des dizaines de milliards de dollars d'aide ont été versés par la communauté internationale pour la reconstruction et le développement du pays.

Malgré ces aides, aucune mesure jusqu'ici n'a été prise pour faire sortir les couches démunies de la misère. L'insécurité issue des bombardements de l'OTAN sur les villages, les attaques suicides par l'opposition armée, les explosions de bombes dans les centres villes ont rendu la vie quasiment impossible pour les couches laborieuses. Les populations craignant les bombardements de l'OTAN s'entassent dans les camps de misères dans les grandes villes où il n'y a pas de travail, pas d'école, pas de services de santé et même pas d'eau potable. Ces camps deviennent une autre source d'insécurité où se développent le vol, l'agression armée et les accrochages entre les bandes de jeunes.

36% de la population du pays vit au dessous du seuil de pauvreté.

Seulement 24% des gens au-dessus de l'âge de 15 ans savent lire et écrire.

Seulement 23% de la population du pays ont accès à l'eau potable.

Les enfants afghans sont parmi les plus démunis du monde. Analphabètes, sans abris, sans vêtements, affamés, sous la menace de mort, ils entrent dans la vie sociale souvent pour une paie misérable.

À part une présence symbolique à l'Assemblée nationale et dans une ou deux ministères, les femmes

### ÉVÉNEMENT

une conférence internationale sur l'Afghanistan aura lieu à Strasbourg

du 11 au 13 octobre 2013

organisée par le Réseau international

**Non à l'OTAN-Non à la guerre**

et les organisations afghanes d'Europe

**Chemins vers la paix en Afghanistan  
défis pour la paix et le développement**

(titre provisoire, base de travail)

pour toute question, merci de vous adresser à :  
cchastain@pcf.fr

afghanes n'ont aucune possibilité de participer à la vie socio-économique et politiques du pays. En dehors des grandes villes, elles n'ont accès ni à l'école ni à l'enseignement.

Le taux de mortalité en couches place l'Afghanistan au deuxième rang mondial. La ségrégation sociale et les violences contre les femmes dépassent l'imagination dans les régions dominées par l'islamisme intégriste.

### L'émergence d'une force de changement

C'est cette situation désastreuse que le peuple afghan dénonce. Dans le pays, un sentiment d'indignation et de révolte est exprimé par les simples gens contre les gouvernants, les anciens chefs des moudjahiddin et surtout contre les Américains.

Le peuple afghan a subi durant 11 ans la politique dévastatrice de l'OTAN et aspire aujourd'hui à être libéré. C'est dans de telles conditions qu'il se tourne vers les militants de l'ancien Parti démocratique du peuple d'Afghanistan et les autres organisations progressistes de l'époque et sollicite avec espoir leur retour sur la scène politique du pays.

Sept partis et organisations progressistes se sont mis d'accord sur une plate-forme politique pour former, dans un premier temps, une coalition démocratique et se transformer par la suite en un parti unifié. La gauche afghane se réorganise dans des conditions très difficiles pour les forces laïques et révolutionnaires.

Entre le pouvoir actuel et l'opposition armée moyen-âgeuse au service du Pakistan, l'émergence d'une nouvelle force, démocratique et populaire, est devenue une nécessité historique. La Coalition démocratique s'est fixé comme tâche urgente la formation de cette force qui ouvrira la voie à une vraie alternative démocratique répondant à l'aspiration populaire.

Abdullah Naibi

président de la Coalition des partis et organisations  
démocrates et progressistes d'Afghanistan

## AMERIQUE LATINE

Maité Mola, vice-présidente du PGE, Dietmar Schulz et Obey Ament ont participé à la **délégation du PGE, à Cuba**, du 11 au 13 mars.

Ils se sont ensuite rendus à Mexico pour le **séminaire annuel du Parti du travail du Mexique**, du 14 au 16 mars. Ils ont rencontré les délégations du **Parti libre du Honduras**, la nouvelle direction de l'**UNRG du Guatemala**, **Jorge Mazarovich, président de la Commission internationale du Front large de l'Uruguay** et les responsables des **Partis communistes de l'Uruguay, du Brésil, de la Colombie**, entre autres. Une rencontre amicale a eu lieu avec **Alberto Anaya, président du Parti du travail du Mexique**.

## KURDISTAN DE TURQUIE

Accueil de **Sévil Sévmili, jeune franco-turque injustement condamnée en Turquie**, par **Pierre Laurent, Isabelle De Almeida, présidente du Conseil national du PCF, Lydia Samarbakhsh, responsable des Relations internationales et les membres du Conseil national**. En présence de **Sylvie Jan**, en charge du réseau PCF/Kurdistan et des camarades qui s'étaient rendus aux différents procès de Sévil, notamment **Daniel Voguet, Estelle Le Joncourt, Jules Rondeau, Jérôme Marcuccini (9/03/2013)**.

Intervention de **Sylvie Jan** pour le PCF au **meeting organisé par le Mouvement européen des femmes kurdes et l'Académie d'art et de culture du Kurdistan**, pour exiger vérité et justice à propos de l'assassinat des trois femmes kurdes, **Robjin**, responsable du CIK à Paris, **Leyla et Sakiné (9/03/2013)**.

**Collectif Réseau Kurdistan** le 12 mars. Animation de la **campagne pour obtenir l'annulation de l'accord de coopération policière France-Turquie. Évaluation des projections du film Ez Kurdîm et des débats** qui ont rassemblé jusqu'à aujourd'hui près de 2000 personnes. Participation de **Lydia Samarbakhsh**.

Interventions de **Lydia Samarbakhsh** et de **Dominique Adenot**, président de l'ANECR au **rassemblement de Newroz**, rendez-vous de fête et de lutte pour le respect des droits culturels et politiques du peuple kurde. En présence notamment de **J.M. Ruiz**, secrétaire fédéral du Val d'Oise, de responsables de la section de Champigny, d'élus de Sarcelles et du département, de membres du réseau PCF/Kurdistan (23/03/2013).

## AFRIQUE

### Collectif Afrique

Point sur la **situation du Mali** et préparation des auditions : **Mali, accaparement des terres et Cameroun**. Participation de **Lydia Samarbakhsh**. Le 17 mars.

### Djibouti

**Manifestation de la diaspora djiboutienne à Paris** pour protester contre les violences meurtrières commises contre les opposants suite aux résultats tronqués des élections. Présence de **Marine Malberg** pour le PCF (16/03/2013).

## EUROPE

Participation de **Gilles Garnier**, responsable Europe du PCF, au **Congrès du Parti socialiste populaire de Norvège** à Oslo, du 15 au 17 mars.

## MONDE ARABE

**Soirée débat de la commission Monde arabe du PCF sur Qatar/Arabie saoudite : quelles stratégies régionales ?** avec **Elie Kheir**, universitaire, le 7 mars.

### Syrie

**Soirée de solidarité, d'information et de débat sur Quel avenir pour la Syrie ?** avec **Samir Aita, Bassma Kodmani, Haytham Manna** et **Pierre Laurent** pour le PCF, au siège du PCF le 20 mars.

### Forum social mondial

**Délégation du PCF à Tunis**, du 26 au 30 mars, conduite par **Pierre Laurent**, secrétaire national, sénateur de Paris, composée de **Lydia Samarbakhsh**, responsable des *Relations internationales*, **Patrick Margaté** (Monde arabe), **Sylvie Jan** et **Marine Malberg** (Afrique), **Obey Ament** (Amérique latine), **Claire Chastain** (paix-désarmement-sécurité-défense). Présence d'une trentaine de militants communistes des fédérations du Val de Marne et de Haute-Garonne.

## ASIE

Participation de **Lydia Samarbakhsh** au **Colloque 1968-1973, les négociations de paix, du Vietnam au monde, organisé par la ville de Choisy Le Roi**, salle du Royal, le 22 mars.

## PAIX-DÉSARMEMENT SÉCURITÉ-DÉFENSE

La réunion annuelle du **Réseau international Non à l'OTAN-Non à la guerre** s'est tenue à **Gand**, du 8 au 10 mars. Elle a rassemblé 25 délégués, représentant 20 organisations membres, de Belgique, France, Allemagne, Angleterre, Irlande, Suède, Monténégro, États-Unis, Mexique.

Elle s'est ouverte le 8 mars au soir à la Maison pour la Paix, avec un **événement sur les femmes, sur l'égalité de genre, pour la paix, la solidarité, la justice, contre la militarisation et contre l'OTAN**. Elle s'est poursuivie pendant tout le week end, pour un **bilan des activités**, des **analyses sur l'actualité** et en particulier les conflits. Elle a également préparé un **calendrier d'actions à venir**, formulé des propositions pour un monde plus juste, des relations internationales démilitarisées et dénucléarisées. **Le Comité international de coordination (ICC), exécutif du Réseau, a été renouvelé**. La coprésidence échoit à **Lucas Wirl (INES-Allemagne)** et **Claire Chastain (Collectif national OTAN-Afghanistan, collaboratrice des Relations internationales du PCF)**.

Aujourd'hui, **le Réseau compte 650 organisation membres, dans 20 pays**.

[http://www.no-to-nato.org/wp-content/uploads/2013/03/Stuttgart-Appeal\\_Gent.pdf](http://www.no-to-nato.org/wp-content/uploads/2013/03/Stuttgart-Appeal_Gent.pdf)

### Communiqué de presse de l'ICC

<http://www.no-to-nato.org/2013/03/15/reunion-annuelle-du-reseau-international-non-a-lotan-%E2%80%93-non-a-la-guerre-la-delegitimation-de-la-machine-de-guerre-de-lotan-va-continuer/>

## CONFÉRENCE D'OSLO sur les conséquences catastrophiques des armes nucléaires sur le plan humanitaire - 4 et 5 mars

### quel impact pour le désarmement nucléaire ?

132 pays<sup>1</sup> sont allés à Oslo, à l'invitation du gouvernement de Norvège. Aucun du « P5 » (les cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité et officiellement puissances nucléaires, dont la France) n'était représenté, même à un niveau « technique ». Seuls le Pakistan et l'Inde, pays nucléaires *de facto* bien que non-signataires du Traité de non-prolifération nucléaire - TNP, censé régir en la matière... étaient présents. Ce qui peut nous interroger sur les motivations de leurs participations : « se racheter une conduite » ? Ou tendre vers l'idée que le TNP serait « dépassé » et que les solutions sont ailleurs ?

Plus largement, la question posée par cette conférence d'Oslo est de savoir quels sont aujourd'hui les cadres du débat et les stratégies pertinentes pour les désarmement nucléaire.

#### Une conférence inédite poussée par la société civile

L'objectif de cette conférence intergouvernementale était de sensibiliser, à travers des interventions d'experts, sur les conséquences sur la santé, l'environnement, etc. des armes nucléaires, et d'alerter sur l'absence de mécanismes de protection et de dispositions de sécurité effectifs pour les populations en cas d'explosion d'une arme nucléaire.

Cette approche est dite « humanitaire » (terme qui véhicule à la fois la notion d'impact catastrophique d'une explosion nucléaire sur les populations, et le

recours au droit international humanitaire dans la bataille contre l'arme nucléaire ; deux dimensions qui sont d'ailleurs liées). Elle n'est pas nouvelle en soi (hiver nucléaire), mais c'est une première de voir des gouvernements s'en emparer et en faire un événement officiel.

La dernière conférence d'examen du TNP<sup>2</sup> en 2010 à l'ONU, dans sa déclaration finale, incluait une phrase sur les « conséquences potentiellement catastrophiques sur le plan humanitaire, des armes nucléaires ». Une première, prise « au mot » par des acteurs de la société civile, engagés de longue date dans la bataille contre l'arme nucléaire, afin de relancer celle-ci (qui était plutôt essoufflée) sur cette base « humanitaire ». À l'initiative des *Médecins contre la guerre nucléaire* (IPPNW), la Campagne internationale pour l'abolition de l'arme nucléaire - ICAN (avec sa branche française, dont le PCF est membre) est née. Elle est financée pour une bonne part par la Norvège (alors que ce pays est membre de l'OTAN et, à ce titre, cautionne le maintien du nucléaire militaire...). Considérant que l'approche « classique », géostratégique, n'avait pas permis d'avancer dans les cadres de débats existants à l'ONU contrôlés par le P5, ICAN a opté pour une approche « dépolitisée » de la question du nucléaire militaire. Elle a ainsi attiré de nouveaux acteurs influents comme le CICR. ICAN a d'autre part parié sur l'implication des pays non-nucléaires dans ce processus, leur octroyant même un rôle moteur. L'objectif unique d'ICAN est l'ouverture de négociations pour déboucher sur l'adoption d'un Traité international contraignant d'interdiction et d'élimination des armes nucléaires, complémentaire du TNP.

Cela n'est pas sans rappeler le processus d'Ottawa, impulsé par la société civile, qui avait conduit à un traité d'interdiction des mines antipersonnel et des bombes à sous-munition. Il faut souligner le côté positif d'une action citoyenne sur la scène internationale et l'encourager comme approche différente, qui témoigne aussi des bougés, même modestes, des mouvements « du bas vers le haut » dans les processus sociaux et potentiellement normatifs, au niveau international.

Mais l'enthousiasme doit aussi être relativisé, pour deux raisons. La première, c'est que rien ne garantit le respect des traités, preuve en est, par exemple, de l'utilisation de bombes à sous-munition de production

#### 1. Liste des participations annoncées :

**Africa** (30) : Angola, Burkina Faso, Burundi, Cameroon, Central African Republic, Cote d'Ivoire, Democratic of the Congo, Eritrea, Ethiopia, Gambia, Ghana, Guinea-Bissau, Liberia, Malawi, Madagascar, Mauritius, Mozambique, Nigeria, Sao Tome and Principe, Senegal, Sierra Leone, South Sudan, South Africa, Sudan, Swaziland, Tanzania, Tunisia, Uganda, Zambia, Zimbabwe.

**Asia** (20) : Afghanistan, Bangladesh, Bahrain, Bhutan, Brunei, India, Indonesia, Japan, Kazakhstan, Kyrgyzta, Lao PDR, Malaysia, Mongolia, Myanmar, Pakistan, Philippines, Republic of Korea, Tajikistan, Thailand, Vietnam

**Europe** (35) : Albania, Armenia, Austria, Azerbaijan, Belarus, Belgium, Bosnia - Herzegovina, Croatia, Czech Republic, Denmark, Estonia, Finland, Georgia, Germany, Greece, Holy See, Hungary, Ireland, Iceland, Italy, Lithuania, Luxembourg, Montenegro, Netherlands, Poland, Portugal, Romania, Serbia, Slovakia, Spain, Switzerland, Sweden, The former Yugoslav Republic of Macedonia, Turkey, Ukraine

**Americas** (19) : Argentina, Barbados, Brazil, Canada, Chile, Colombia, Costa Rica, Cuba, Ecuador, El Salvador, Guatemala, Jamaica, Mexico, Nicaragua, Paraguay, Peru, St. Lucia, Trinidad and Tobago, Venezuela

**Middle East** (12) : Algeria, Bahrain, Egypt, Iraq, Iran, Jordan, Kuwait, Libya, Morocco, Qatar, Saudi-Arabia, Yemen

**Pacific** (5) : Australia, Cook Island, Fiji, New Zealand, Tuvalu

#### 2. À la date d'échéance du TNP, en 1995, il a été décidé de le prolonger indéfiniment, en procédant tous les 5 ans à son examen à l'ONU. Entre chaque examen ont lieu des conférences annuelles de préparation dites de PrepCom.



## quel impact pour le désarmement nucléaire ?

russe actuellement en Syrie par l'armée nationale syrienne<sup>3</sup>. Cela touche aux limites du système des Nations unies qui restent une enceinte intergouvernementale dans la pratique, où ceux qui décident sont ceux qui appliquent, ou pas... les dispositions qu'ils ont accepté d'adopter, bien trop souvent sans aucun mécanisme de contrôle. Nous verrons ce qu'il en sera du Traité du commerce des armes, dont les négociations viennent de reprendre le 18 mars à l'ONU... La seconde tient au choix de dépolitiser la question nucléaire. Même si cela permet de se faire entendre dans d'autres cercles plus larges que ceux des experts, de toucher l'opinion publique plus concernée par sa santé au quotidien que par des préoccupations géostratégiques qui lui semblent si éloignées, et de convaincre des bailleurs de fonds, l'arme nucléaire n'est pas les mines antipersonnel ni les bombes à sous-munitions. Justement parce qu'aujourd'hui encore plus qu'avant la chute du mur qui a entraîné celle du monde bipolaire, l'arme nucléaire est une arme politique. Parler de sa dangerosité sans effleurer la question de son rôle stratégique et de sa légitimité militaire et politique, revient à déconnecter les enjeux, alors qu'il conviendrait au contraire d'articuler les angles et les démarches.

La pertinence des aspects et des dimensions humanitaires dans le débat n'est pas contestable en soi. On voit, d'ailleurs, que cette approche interpelle et fait bouger les lignes, tant au niveau des gouvernements que dans la société civile. Ainsi, lors du dernier PrepCom en 2012 à Vienne, ICAN avait organisé une réunion internationale de la société civile qui avait rassemblé 200 personnes. Cette fois-ci, il y avait plus de 500 participants à Oslo les 2 et 3 mars au Forum de la société civile d'ICAN, juste avant la conférence officielle. Un succès incontestable. Du côté des gouvernements, au PrepCom à Vienne, une quinzaine de pays (conduits par la Norvège et la Suisse) avait signé une déclaration sur les conséquences potentiellement catastrophiques sur le plan humanitaire des armes nucléaires, et le représentant du gouvernement de Norvège avait annoncé officiellement la conférence d'Oslo. Une des conclusions d'Oslo est de continuer à discuter des questions du désarmement nucléaire à partir de l'angle humanitaire, et la prochaine rencontre devrait avoir lieu au Mexique<sup>4</sup>, à l'invitation du gouvernement de Peña Nieto.

### Mais avec quel impact réel ?

En effet, le P5, par une décision concertée (selon les États-Unis, rien n'a été dit officiellement par la France) a choisi de ne pas participer à la conférence au motif qu'elle « fragiliserait les processus existants ». À savoir l'approche dite « par étapes », dans le cadre du TNP.

Parlons d'hypocrisie, au moins... Les processus dans le cadre du TNP sont certes existants, mais inefficaces du fait de l'absence de volonté politique de désarmer, derrière les grands discours (Obama à Prague en 2009). Les cadres onusiens (conférence permanente du désarmement, conférences régulières d'examen du TNP) sont phagocytés par le P5. Le TNP est clair sur le principe mais silencieux sur la méthode et le calendrier, dans son objectif de désarmement nucléaire « dans un délai réaliste et raisonnable ». À ce titre, et quel que soit l'angle privilégié – humanitaire ou politique –, il a besoin d'être complété par une convention ou un traité d'interdiction des armes nucléaires qui prévoit un calendrier précis et des échéances claires. Ce que demande ICAN (qui considère d'ailleurs le boycott de la conférence d'Oslo par le P5 comme le signe positif d'une déstabilisation des pays nucléaires poussés dans leur retranchement), et ce que refuse, précisément, le P5.

Avancer de manière concertée, graduelle, vers le désarmement est une évidence dans le monde interdépendant et totalement intégré d'aujourd'hui. L'ONU doit rester l'enceinte légitime parce que c'est la seule qui soit multilatérale. Mais elle ne peut faire l'économie d'une refondation de son système pour en faire un organisme démocratique, et un outil populaire et citoyen.

Lutter contre la prolifération est une exigence qui doit s'imposer à tous, en particulier au P5 qui porte une lourde responsabilité. Les récentes réunions au Kazakhstan des « 5+1 » avec l'Iran laissent perplexes... Tout comme le report *sine die*, à la demande des États-Unis, de la conférence d'Helsinki pour la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen Orient.

Tous doivent observer le même respect des dispositions du TNP, pour un désarmement multilatéral et contrôlé. Les réticences du P5 à faire progresser un véritable processus de désarmement encourage la prolifération, autant que l'essai nucléaire de la Corée du Nord ou que l'enrichissement de l'uranium par l'Iran. Dire, comme le font les États-Unis<sup>5</sup>, que le risque majeur est de voir tomber une arme nucléaire dans les mains de « terroristes », et au contraire qu'ils ne sont « inquiets des agissements des pays possesseurs de l'arme nucléaire », est à la fois méprisant pour

3. [www.amnesty.org/fr](http://www.amnesty.org/fr) - « Pourquoi le monde reste-t-il passif ? » - L'armée syrienne utilise des bombes à sous-munitions contre Alep

4. L'Amérique latine est la première zone exempte d'armes nucléaires, depuis la signature au Mexique du Traité de Tlatelolco en 1967.

5. Selon Rose Gottemoeller, sous-secrétaire d'État pour le contrôle des armes et la sécurité internationale des États-Unis, propos relayés par l'association *Physicians for Social Responsibility*.

## quel impact pour le désarmement nucléaire ?

tous les autres pays du monde, et proche de l'inconscience.

La possession même d'armes nucléaires est une atteinte à la sécurité collective : concrètement par les risques d'explosion accidentelle, et symboliquement car elle maintient, sur la base d'une légitimité totalement usurpée, un ordre international injuste, dépassé, risqué, contraire à la construction de la nécessaire sécurité pour les peuples. Fonder, comme le fait la France dans sa grande crispation, la dissuasion sur la peur de l'explosion nucléaire, c'est prendre les populations potentiellement victimes en otages d'une stratégie qui n'est au fond jamais soumise à discussion publique.

### La France en question

Le Livre blanc que la France s'apprête à adopter (après une élaboration en cercles d'initiés et peu à l'écoute d'autres acteurs politiques et associatifs compétents), a exclu du champs des discussions l'arme nucléaire et la dissuasion. Sanctuarisation budgétaire et interdiction de débattre. L'opinion publique ne serait pas mobilisée... Il s'agirait d'une bataille obsolète dans un contexte de post-Guerre froide (mais est-ce la bataille contre l'arme nucléaire ou l'arme elle-même, qui est obsolète ?). Le serpent se mord la queue : le gouvernement n'encourageant pas le débat (voire le découragement, y compris au sein du Parlement<sup>6</sup>), l'opinion reste muette ou presque. Mais cela surtout parce qu'elle est sans espaces consacrés ni éléments de contenus pour pouvoir débattre ! Néanmoins, le gouvernement en déduit facilement qu'un consensus existe sur la non-remise en question de sa politique, et que le débat n'est donc pas utile...

6. 5 parlementaires (Baupin, Demessine, Tuheiva, Candelier et Auroi), ont tout de même interpellé le MAE et le Mindef, soit l'ensemble de la gauche (EELV, PS, et GDR et CRC).

Sera-t-il possible d'ouvrir une brèche, de faire chanceler le sacro-saint édifice ? Si oui, ce sera certainement en diversifiant et en articulant les approches complémentaires et les angles de bataille, en s'appuyant sur les mouvements sociaux et citoyens pour les rendre plus visibles, et en affinant les analyses politiques pour nourrir et donner de la crédibilité au mouvement pour le désarmement, pour être à la hauteur des enjeux et des défis.

La France pourrait agir dès maintenant. Il ne s'agit aucunement d'engager un désarmement unilatéral, incohérent tant avec l'état actuel du monde qu'avec l'objectif d'un monde sans armes nucléaires. Mais elle pourrait avancer par étapes : abandonner une de ses composantes nucléaires, annuler la mise en état d'alerte, cesser la sophistication de ses armes (M51), ouvrir le débat public pour envoyer des signaux positifs. Elle pourrait décider de jouer un rôle actif pour engager les négociations en vue de l'adoption d'un traité d'interdiction et d'élimination des armes nucléaires. Ce sont 127 pays qui soutiennent aujourd'hui l'idée de ce processus au sein des Nations unies. Un des pays du groupe P5 qui s'y engagerait entraînerait probablement les autres dans son sillage ; il contribuerait à tout le moins à modifier le rapport de force.

À l'heure de l'atlantisme décomplexé (parce que là encore, malgré l'arrivée de François Hollande, rien n'a changé...), la politique internationale de la France en sortirait sans doute un peu grandie.

Claire Chastain  
Paix-désarmement-sécurité

ICAN international : <http://www.icanw.org/>

ICAN France : <http://www.icanfrance.org/>

## OSLO

**le déclic parlementaire ?**

Serions-nous à l'aube d'une nouvelle phase du désarmement nucléaire ? C'est encore difficile à confirmer, mais le pas que 132 États ont décidé de franchir les 4 et 5 mars derniers à Oslo, lors de la conférence intergouvernementale sur les conséquences humanitaires des armes nucléaires, doit incontestablement « être pris au sérieux » par les puissances nucléaires.

Pour la première fois, un État, la Norvège a décidé de mettre sur la place publique une question essentielle : comment pourrions-nous et serons-nous en mesure de réagir face à une catastrophe provoquée par une explosion d'arme nucléaire ? Cette interrogation arrive fort logiquement, au moment où différentes organisations (ONU, CICR, ICAN...) et déclarations/résolutions (déclaration de Vancouver de 2011, résolution « Vers l'élimination des armes nucléaires » du CICR en 2011...) viennent mettre l'accent sur les conséquences humanitaires de l'emploi d'une arme nucléaire et sur l'application, aux armes nucléaires, du droit international et en particulier du droit humanitaire. À ce titre, il faut souligner le fait que ce sujet a été reconnu comme prioritaire – pour la première fois – dans la déclaration finale de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) en 2010 : « *La Conférence se dit vivement préoccupée par les conséquences catastrophiques sur le plan humanitaire qu'aurait l'emploi d'armes nucléaires et réaffirme la nécessité pour tous les États de respecter en tout temps le droit international applicable, y compris le droit international humanitaire* ».

Incontestablement, cette conférence fut donc un succès, avec la présence de 132 États dont deux puissances nucléaires (l'Inde et le Pakistan) et une écrasante majorité de pays membres de l'OTAN (alliance nucléaire militaire). L'avancée majeure de cette conférence est la prise de conscience par ces États de la réalité et du danger que les puissances nucléaires font courir au monde entier. En effet, au terme de ces deux journées, la seule conclusion qui s'imposait fut, qu'en cas d'explosion d'une telle arme, il serait totalement impossible d'intervenir convenablement et que les moyens humains, matériels et financiers manqueront

obligatoirement. De ce fait, la seule option possible pour éviter d'être confronté à une telle catastrophe se révèle être une action préventive, c'est-à-dire un processus rapide de désarmement multilatéral.

Si les États ont un rôle majeur à jouer dans ce processus de désarmement mondial, il faut souligner que les parlementaires sont aussi un acteur, dont le rôle ne doit pas être sous-estimé. Si la France n'a pas participé à cette conférence – préférant adopter une attitude passive –, des parlementaires français membres du PNND (Sénat et Assemblée nationale) de différentes couleurs politiques (CRC, EELV, PS, GDR) ont introduit cette réflexion directement auprès des ministres des Affaires étrangères et de la Défense, en déposant des questions écrites (situation similaire au Royaume-Uni et aux États-Unis). Ces actions peuvent apparaître anodines, mais elle sont fortement symboliques. Trop rarement, au sein des hémicycles, des parlementaires se sont ainsi exprimés sur ce sujet et ont déposé des questions qui dérangent, dans le but de remettre en cause ce qu'il faut bien qualifier de dogme de la dissuasion nucléaire. D'ailleurs, ils n'ont pas l'intention de s'arrêter là. Preuve en est, Danielle Auroi (EELV) membre de la commission des Affaires étrangères, a de vive voix interrogé le ministre de la Défense lors d'une audition (20 mars) sur ce processus d'Oslo ; celui-ci n'eut d'autre solution que de botter en touche, ne pouvant contre-argumenter devant la réalité des conséquences de l'utilisation d'une arme nucléaire !

La Norvège a donc provoqué ce qui manquait sans doute au désarmement nucléaire, un réel réveil de la majorité des États devant ce danger et une prise de conscience du pouvoir des parlementaires au sein des puissances nucléaires.

Jean-Marie Collin

directeur France du réseau *Parlementaires pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement (PNND)*

<http://www.gsinstitute.org/pnnd/francais.html>

auteur du livre, avec P. Quilès et B. Norlain

*Arrêtez la bombe*, Ed Le Cherche Midi

[jmcdefenseblog@yahoo.fr](mailto:jmcdefenseblog@yahoo.fr)